

PROCESSUS DE DÉMOCRATISATION ET ÉLITES POLITIQUES AU CONGO QUESTIONS SUR LA VIOLENCE URBAINE

PAR

Rémy BAZENGUISSA-GANGA
Centre d'Etudes Africaines - EHESS

L'intervention de la violence dans les transitions démocratiques est la question sensible que je souhaite traiter à partir du cas congolais. En adoptant le point de vue de la longue durée, il est possible de dire que les processus d'alternance politique impliquent toujours la violence dans ce pays. Cependant, deux situations doivent être distinguées clairement. Lors du monopartisme, la violence ne concerne que l'élite politique qui contrôle l'armée, par contre le multipartisme¹ entraîne l'affrontement dans la capitale des fractions de la base électorale des leaders les plus puissants. Toutefois, malgré le renouvellement des pratiques sociales et politiques marqué par le passage du monopartisme au multipartisme, les leaders valorisés étaient déjà dominants sous l'ancien régime. Pour étudier leur longévité, dans le cadre de cette situation impliquant la violence, mon propos sera organisé en trois temps. Premièrement, je rappellerai rapidement la chronologie des faits de violence liés au processus de transition démocratique au Congo. Deuxièmement, je m'intéresserai à la question du renouvellement des élites politiques. Troisièmement, j'indiquerai comment la violence intervient dans les différentes phases de la démocratisation au Congo.

1. Dès 1946, le Congo a connu le multipartisme de l'époque coloniale lorsque le droit électoral a été attribué aux autochtones. En 1963, trois ans après l'indépendance, la révolution vient mettre fin à ce système politique et un monopartisme est instauré. Ce dernier est, de nouveau, remplacé en 1991 par le multipartisme.

CHRONOLOGIE DES ÉVÉNEMENTS

Rappelons rapidement que le Congo a vécu, à partir de 1968, sous un système de parti unique marxiste-léniniste dominé par des militaires. La Conférence nationale, de février à juin 1991, a réinstauré le multipartisme. Or pendant l'année 1992, une situation de troubles politiques se cristallisa dans des guérillas urbaines. L'ordre politique institué, après la Conférence nationale, se révéla plutôt l'expression d'un certain type de factionnalisme, basé sur trois partis puissants associés à des milices.

En 1992, à la suite d'élections diverses (municipales, législatives et présidentielles) chargées de mettre en place le multipartisme, trois partis sur vingt s'imposent largement en raflant plus de 70% des voix : l'UPADS (Union panafricaine pour la Démocratie Sociale) de Pascal Lissouba, le MCDDI (Mouvement Congolais pour la Démocratie et le Développement Intégral) de Bernard Kolélas et le PCT (Parti Congolais du Travail), l'ancien parti unique, dirigé par Denis Sassou-Nguesso². Ces partis contrôlent les milices suivantes : la Réserve ministérielle, les Zoulou, les Mamba, les Ninja et les Cobra. Les trois premières soutiennent l'UPADS, les Ninja appuient le MCDDI et les Cobra, le PCT. Ces milices combattent à deux reprises : en 1993-1994, à la suite de la dissolution de l'Assemblée nationale³, et, en 1997, à la veille des élections marquant la fin du premier mandat du multipartisme réinstauré.

En juillet 1992, Pascal Lissouba accède à la magistrature suprême grâce à l'alliance nouée entre son parti, l'UPADS, et le PCT. Cependant, dès octobre 1992, le PCT, mécontent de la répartition des portefeuilles ministériels, rejoint l'opposition. Ce changement d'alliance fait basculer la majorité parlementaire d'où, du point de vue constitutionnel, devait nécessairement provenir le Premier ministre, chef du gouvernement. L'UPADS, pour garder le contrôle du gouvernement, décide de dissoudre l'Assemblée nationale. L'opposition organise une marche pacifique le 30 novembre 1992. Des coups de feu éclatent provoquant la mort de trois personnes et une centaine de blessés. Pour exprimer son mécontentement, la rue se mobilise et élève des barricades dans Brazzaville. Après une période d'accalmie, le premier tour des législatives anticipées a lieu le 2 mai 1993. Les résultats sont contestés par l'opposition qui crie à la fraude et boycotte le deuxième tour du 6 juin 1993. Pourtant, le Président proclame les résultats et un gouvernement est mis en place. A son tour, l'opposition installe, le 27 juin, son propre gouvernement "de salut national"⁴.

2. Pour les élections au Congo, cf. Weissman (F.), *Elections présidentielles de 1992 au Congo (Brazzaville)*, Bordeaux, IEP, 1993 et Ziavoula (R.-E.), *Villes secondaires et pouvoirs locaux en Afrique sub-saharienne : le Congo*, Nordiska Afrikainstitutet, Uppsala, 1996, 143 p.

3. J'ai proposé une analyse de ces guérillas dans "Milices politiques et bandes armées à Brazzaville : enquête sur la violence politique et sociale des jeunes déclassés" in *Les Etudes du CERI*, n° 13, avril 1996, 31 p.

4. Pour les affrontements de 1997, il est possible de se reporter sur quelques travaux : Bazenguissa-Ganga (R.), "Les ethnies, ça se repère" in *Limes*, n° 4, 3, Gallimard, 1997, pp. 215-219 ; Dorier-Apprill (E.), "Guerres des milices et fragmentation urbaine à Brazzaville" in

La compétition politique entre la mouvance présidentielle et l'opposition s'intensifie et culmine, de manière sporadique, entre 1992 et 1994, dans des guérillas urbaines où s'illustrent les miliciens. Les affrontements les plus virulents ont lieu entre les combattants de l'UPADS et du MCDDI.

Le phénomène de guérilla urbaine produit un nouvel ordre politique fondé sur la puissance acquise par les deux factions. Cet ordre consiste pour l'essentiel en un partage de pouvoir entre l'UPADS, parti phare de la mouvance présidentielle, et le MCDDI, parti autour duquel s'est réunie l'opposition. La mise en place, en janvier 1995, d'un gouvernement d'ouverture, où les membres de ces deux partis figurent en force, consacre la fin des hostilités, entérinant les positions gagnées pendant les affrontements.

Les combats de 1997, quant à eux, entrent dans le cadre classique des processus d'alternance politique. Les quatre premières années du mandat de Lissouba attisent les mécontentements populaires : les salaires des fonctionnaires ne sont pas régulièrement payés, les gouvernants détournent les deniers publics et le premier a connu des affrontements armés. Lors des visites, dans le cadre de sa campagne électorale, le Président est hué par ses sympathisants. De même, des critiques sont adressées à Bernard Kolélas, le leader de l'opposition, du fait qu'il épouse complètement la position de Pascal Lissouba. Beaucoup de Congolais parlent de leur destitution possible. Dans cette situation d'attente pour un renouvellement politique, le retour de l'ancien président Denis Sassou-Nguesso à Brazzaville rompt l'équilibre issu des affrontements de 1993-1994. Sassou avait préféré, au milieu de l'année 1995, quitter le pays et se retirer en France. Il déplaça, au même moment, sa milice de la capitale à sa ville natale, Oyo. En janvier 1997, il est reçu triomphalement à Brazzaville par une foule de sympathisants.

Le retour de Sassou intensifie la compétition pour les élections présidentielles de juillet 1997 d'autant plus qu'il reprenait contact avec ses miliciens, les Cobra. Au mois de mai 1997, la présence de Sassou dans la ville de Owando provoque des échauffourées entre ses adversaires et les Cobra. Un contre-manifestant, accusé par les partisans de Sassou de faire partie d'un complot ourdi par le gouvernement pour assassiner leur leader, est tué. D'autres confrontations ont lieu, au cours du même mois, faisant une vingtaine de morts.

Pour éviter des nouveaux affrontements, les principaux leaders signent, le 31 mai 1997, sous l'égide du Président de l'Unesco, un traité selon lequel ils n'utiliseront pas la violence comme arme politique. Or, le 5 juin 1997, des confrontations éclatent entre, d'une part, des militaires et des Cobra soutenant Sassou et, d'autre part, des miliciens et des militaires favorables à la

(suite note 4) *Hérodote*, n° 86-87, pp. 182-221, 1997 ; et le dossier "Brazzaville des violences" in *Rupture*, Pointe-Noire, n° 10, 1997.

“mouvance présidentielle” de Pascal Lissouba. Les deux parties avancent des raisons différentes. Selon le gouvernement, un bataillon de l’armée, envoyé à la résidence de Sassou pour lui demander de livrer les meurtriers d’Owando, aurait été attaqué par les Cobra. Quant aux partisans de Sassou, cette manœuvre militaire n’était qu’une ruse pour achever l’assassinat de leur leader. Ces affrontements prennent fin au mois d’octobre par la victoire de Sassou. Ce dernier revient au pouvoir après cinq années d’absence. Il ne bénéficie pas, cette fois, de l’appui des forces publiques mais, d’une part, de ses miliciens et, d’autre part, d’une armée extérieure. Il est impossible, actuellement, de dire si la victoire militaire de Sassou entraînera la fin du processus de transition démocratique. Il convient de souligner que le multipartisme est encore maintenu au Congo.

LE RENOUVELLEMENT DE L’ÉLITE ET LA VIOLENCE POLITIQUE

Les principaux leaders dominants ne sont pas des nouveaux venus. Ils reviennent en force pendant le processus de transition démocratique après avoir connu une éclipse. Leur retour au premier plan est le mode d’ajustement du “sens pratique” congolais aux principes régissant les transformations de l’ordre politique.

La longévité de l’élite renforce le constat d’une autonomie du champ politique ayant des règles précises avec lesquelles doivent savoir jouer, à la fois, les gouvernants et les gouvernés. Les premiers s’imposent grâce à leur maîtrise des modes de concurrence spécifiques à ce champ. Or, ils ont acquis leur puissance à des moments différents. Ce qui indique une transformation progressive du système des règles politiques. En ce sens, l’ancienneté des élites politiques se réfère à une réalité sociale complexe, car elle renvoie à une articulation d’expériences politiques des gouvernants qui renvoient à plusieurs temporalités. Les gouvernés se conforment, aussi, aux mêmes règles politiques. Dans le travail que j’ai entrepris sur les élites congolaises⁵, j’ai mis en évidence des “parcours de légitimité” communs aux gouvernants où la violence subie apparaît comme une dimension fondamentale pour le ralliement en sa faveur. Cette séquence, qui leur confère une légitimité politique supérieure, comporte trois épisodes : à un moment de sa carrière, l’individu, devenu opposant au régime, subit une répression (emprisonnement, limogeage), il se retire ensuite de la vie politique et, lorsque le régime qui l’a persécuté s’affaiblit, il revient sur la scène politique non pas de lui-même mais parce que des délégations vont le chercher. La taille de la base politique du leader change avec le passage du monopartisme à la transition démocratique. Dans un premier temps, elle avait tendance à être réduite car les luttes politiques ne se déroulaient que dans le cadre du parti unique, alors que, dans un second temps, elle s’élargit avec le multipartisme où le choix se manifeste par les élections.

5. J’ai exposé cette trajectoire politique dans mon livre *Les voies du politique au Congo : essai de sociologie historique du champ politique*, Karthala, 1997.

Toutes ces dynamiques sociologiques et politiques globales sont accompagnées par des pratiques discursives qui montrent le statut paradoxal accordé au passé. D'une part, le sens commun se plaint du non renouvellement de la classe politique. Dans ce cas, il valorise une conception substantialiste de l'identité des acteurs. D'autre part, il réinterprète ces mêmes références en fonction des contraintes du présent. Par exemple, en 1992, la justification qui accompagnait la montée en puissance de Lissouba était la suivante : *"Il est très instruit. Nous avons maintenant besoin d'un intellectuel alors que des idiots nous ont dirigé sous le socialisme. Le meilleur gouvernement connu par le pays a été celui de Pascal Lissouba. Il pourra, à nouveau, mettre son expérience au service du pays"*. A la même époque, les ralliés à Kolélas affirmaient : *"Félicitons-le car il a toujours combattu le socialisme. Ce leader a beaucoup souffert et mérite de diriger ce pays"*. Enfin, lorsque Sassou était rentré à Brazzaville, en 1997, la rumeur publique prétendait : *"Sous son mandat, il n'y avait pas d'arriérés de salaires. Il a changé et n'est plus socialiste. Nous le connaissons mieux que Lissouba, nous pourrions ainsi bien le contrôler"*. Cet ensemble de croyances développe une conception du temps ne se réduisant pas à la simple soumission au passé mais qui consiste en un traitement des contraintes du présent.

Ces deux conceptions du temps se distinguent clairement dans ce processus de transition démocratique. La première, la perception substantialiste, correspond au moment critique où les gouvernés énoncent leur aveu d'impuissance de changer complètement le pouvoir. Dans ce cas, ils insistent sur le non-renouvellement de la classe politique. La seconde conception indiquent comment les gouvernés justifient leur choix, c'est-à-dire agissent en fonction des contraintes du présent : le passé des leaders devient, pour eux, une ressource. Il serait intéressant de s'attarder sur cette double dimension mais cela dépasserait notre propos. Il nous a suffi d'indiquer la complexité de la notion du temps et de procéder à la genèse historique des ressources identifiées lors des enquêtes en montrant plus particulièrement ce que la configuration du passé doit au présent des acteurs. Le temps historique se réalise donc au présent⁶.

Dans ce sens, les pratiques qui objectivent, pendant le processus de transition démocratique au Congo, les élites et les gouvernés s'accompagnent de la domination progressive d'un mode de sociabilité politique structurée en fonction de la violence. Cette transformation s'exprime dans le choix majoritaire, lors des élections, des trois leaders — Pascal Lissouba, Bernard Kolélas et Denis Sassou-Nguesso — qui ont érigé, parmi différentes qualités sociales, la violence en principe d'action dans le champ politique.

6. Nous nous appuyons dans ce travail d'éclaircissement sur le texte de l'historien Bernard Lepetit, "Le présent de l'histoire" in *Les formes de l'expérience : une autre histoire sociale*, B. Lepetit (éd.), Albin Michel, pp. 273 - 298, 1995 et des sociologues : Dodier (N.) et Camus (A.), "Sociologie de l'hôpital" in *Annales HSS*, juillet-août 1997, n° 4, pp. 733-763 et Lahire (B.), "La variation des contextes en sciences sociales. Remarques épistémologiques", in *Annales HSS*, 1996, n° 2, pp. 381-407.

Bernard Kolélas, président du MCDDI, entra dans le champ politique dans les années cinquante. Il adhéra à l'UDDIA, le parti de l'abbé Fulbert Youlou, premier Président du Congo de 1960 à 1963. Bernard Kolélas dirigea le mouvement des jeunes de ce parti qui contrôlait une "milice" illégale. Cette dernière s'illustra dans la répression, en janvier 1956, des Brazzavillois qui n'avaient pas voté pour Youlou. A la chute de ce dernier en 1963, Kolélas s'opposa au nouveau système politique socialiste mis en place. En 1969, il tenta, avec un groupe armé en provenance de Kinshasa, un coup d'Etat.

Pascal Lissouba, l'ancien Président de la République, est l'un des premiers universitaires congolais. Il entra dans le champ politique après la chute de l'abbé Fulbert Youlou. Pascal Lissouba occupa le poste de Premier ministre, de 1964 à 1966, lorsque le parti unique fut institué. Ce parti, le MNR (Mouvement National de la Révolution), avait une branche de jeunes, la JMNR (Jeunesse du Mouvement National de la Révolution) contrôlant une milice armée, la Défense civile. Ces deux organes exercèrent les fonctions de police politique et éliminèrent trois personnalités politiques éminentes. La Conférence nationale a fourni des éléments montrant que Pascal Lissouba joua un grand rôle dans cet assassinat même s'il n'avait pas un contrôle direct de cette milice.

La possession d'une influence importante dans le champ militaire est l'atout premier de Denis Sassou-Nguesso, lui permettant d'asseoir sa domination. Troisième président militaire à être porté au pouvoir, il occupa ce poste, de 1979 à 1991, et dirigea le monopartisme marxiste-léniniste. Il fut impliqué dans l'élimination physique des différents opposants armés et aussi de celui d'un ancien Président de la République, Marien Ngouabi.

Or, ces trois acteurs, maîtrisant les modes de la violence politique, furent élus librement, en 1992, par la majorité des Congolais, en toute légalité et conscience. Lors de la Conférence nationale, les parlementaires rappelèrent tous ces faits de violence.

COMMENT LA VIOLENCE INTERVIENT-ELLE DANS LE PROCESSUS DE TRANSITION DÉMOCRATIQUE AU CONGO ?

Le passage à la violence effective s'accompagne d'une redéfinition partielle ou complète de l'expérience politique et sociale ordinaire, d'une part, et, d'autre part, de la situation même constituant l'enjeu du litige. Ce passage s'institue à partir de la réinterprétation ou de l'élargissement des effets d'un certain nombre de pratiques sociales qui sortent de leur domaine propre pour envahir le champ politique, où elles sont alors largement diffusées, martelées par les appareils de propagande. Pour reconnaître comment, dans des situations de violence précises, des "anciens" leaders politiques incarnent des dynamiques "nouvelles", je vais considérer les trois étapes de la démocratisation au Congo : la Conférence nationale, la transition et la période post-électorale.

La Conférence nationale peut être identifiée à un processus d'alternance politique. Or, nous avons rappelé plus haut que ce phénomène a toujours impliqué la violence au Congo ; cette dernière a tendance à qualifier la victime comme leader potentiel. Les Conférenciers espéraient, en réprouvant les élites politiques, conjurer les effets de la violence politique. D'autres types de moyens étaient mis en place tel que le recours au religieux. Mgr Ernest Kombo, élu président du Présidium, transforma cette réunion politique en un immense rituel magico-religieux, explicitement qualifié d'exorcisme. Le rite fut soutenu, d'une part, par des prescriptions quotidiennes de versets de la Bible aux participants (des bibles leur sont même distribuées), d'autre part, par la cérémonie de "lavement des mains" pour absoudre toutes les fautes politiques et pardonner⁷. Dans ce sens, l'épreuve de la Conférence se transforma, malgré elle, en un épisode du parcours de légitimité des leaders.

Ce forum valorisa les acteurs qui maîtrisaient l'utilisation de la parole politique. Cette tribune fut dominée par les hommes d'appareil (syndicats, partis et groupuscules) où s'acquiert une compétence spécifique, faite pour l'essentiel d'un ensemble d'instruments linguistiques et posturaux qui permet de prendre et de tenir les lieux institutionnalisés de la parole. Cependant, leurs discours portaient une dose de violence. En faisant et défaisant les réputations, la parole proférée, dans cet espace public, était alors perçue comme une punition. Pascal Lissouba, Bernard Kolelas et Denis Sassou-Nguesso subirent les critiques les plus acerbes. Des conférenciers tentèrent de leur interdire de se présenter à un mandat politique pendant cinq ans. Toute cette "pseudo" répression, émanant de la nouvelle instance étatique, renforça, en réalité, les atouts politiques des victimes. En effet, en voulant pardonner à tout prix, aucune exclusion des acteurs politiques les plus critiqués ne fut prononcée. Dans ce sens, la Conférence nationale ne régla pas les conflits politiques. Au contraire, elle permit aux anciens leaders de revenir en force au premier plan, dans des dispositifs impliquant plus de personnes, et continuer à influencer sur l'histoire politique congolaise.

Avec l'institutionnalisation du multipartisme, seconde étape du processus de transition démocratique, la rue brazzavilloise devint l'un des arbitres des luttes se déroulant dans le champ politique. Elle ravit le monopole de la violence "légitime" à l'armée en faisant l'expérience de l'impuissance de cette dernière à son encontre : en janvier 1992, prétextant des arriérés de salaire, une partie des militaires, sous la direction du Haut Commandement, se mutina et tenta un coup d'État ; pour la première fois, des barricades, érigées dans les quartiers sud de Brazzaville, obligèrent l'armée à céder.

7. Sur les aspects religieux, voir Yengo (P.), "Conférence nationale congolaise entre contraintes économiques et fascination du passé : la démocratie piégée", Forum de Delphes, rencontre internationale, Démocratie et développement, 30 octobre - 2 novembre 1994 ; et Gruénais (M.-E.), Mouanda Mbambi (F.) et Tonda (J.), "Messies, fétiches et lutte de pouvoir entre les «grands hommes» du Congo démocratique", *Cahiers d'Etudes Africaines* XXXV (1), 137, 1995, pp. 163-194.

Ces barricades étaient organisées par les groupuscules de jeunes⁸ qui s'illustrèrent à la Conférence nationale et se regroupèrent au sein d'une tendance politique appelée "les Forces du changement". Les émeutiers étaient, pour la plupart, des "jeunes" (entre 15 et 35 ans). Ils ne constituaient pas, pour autant, un groupe homogène mais plutôt traversé par des divisions sociales, idéologiques et politiques. Sur le plan individuel, ils étaient chômeurs, étudiants, anciens militaires exclus, miliciens, etc. Parfois, ils adhéraient en bandes qui, pour certaines, préexistaient aux barricades, et s'efforçaient de reconvertir en objectif politique le but initial de leurs bandes.

Le retour de la rue déboucha sur des changements politiques significatifs. En même temps qu'elle gagnait une autonomie, elle ne trouva que la contre-violence comme mode d'intervention. Cette situation accentua le sentiment d'insécurité politique et sociale. Les élections se déroulèrent dans le cadre de cette quête sécuritaire et les gouvernés choisirent massivement les trois "chefs de guerre" honnis pendant la Conférence nationale : Pascal Lissouba, Bernard Kolélas et Denis Sassou-Nguesso.

Les élections marquèrent le début de la troisième étape du processus de transition démocratique. La violence prit la forme de guérillas urbaines où s'illustrèrent certaines fractions de la base électorale des trois leaders politiques. Dans cette situation, les acteurs ayant une plus grande maîtrise des modes de la violence, sous toutes ses formes, l'emportèrent sur ceux qui possédaient d'autres espèces d'atouts sociaux. Deux types d'acteurs se démarquèrent principalement : certaines fractions de délinquants, de criminels et de marginaux dans le champ social global, et, dans le champ étatique et politique, quelques militaires et acteurs politiques en disgrâce ou occupant encore des positions dans l'Etat, et des militaires affectés régulièrement à la sécurité des leaders politiques les plus puissants. Ces acteurs s'affrontèrent en 1993-1994, d'une part, et en 1997, de l'autre.

Dans les deux cas d'affrontement, le monopole de la violence des guérillas s'institua, surtout, à partir de la réinterprétation de l'ethnicité qui permit, entre autres, la construction de la haine envers certains ennemis⁹. La production politique d'identités ethno-régionales représente un des instruments d'appropriation dans la distribution inégale des compétences à la violence politique effective. Bien qu'il existe plusieurs ensembles ethniques au Congo, le système populaire de représentation politique est dualiste. Toutefois, ces identifications ne se réfèrent pas à des réalités séculaires mais à des construc-

8. Les trois groupes politiques qui exercèrent leur influence sur les barricades furent : Le Molidé, la Cause et Le Pari.

9. Les domaines sociaux impliqués sont plus nombreux. Les considérer tous nous ferait sortir du cadre de notre texte. J'ai montré, dans "Milices politiques et bandes armées à Brazzaville", *op. cit.*, comment les guérillas de 1993-94 utilisaient les références tirées du cinéma, d'une part et liées, de l'autre, à la transformation des pratiques d'habillement de luxe nommées la SAPE (Société des Ambianceurs et des Personnes élégantes).

tions sociales accompagnant les luttes pour le contrôle des positions étatiques. Aussi existe-t-il six termes d'identification possible qui s'organisent en trois oppositions dualistes qui, du point de vue historique, sont apparues successivement : Kongo/Mbochi, puis Nordistes/Sudistes et, enfin, Nibolek/Tchèque.

Les premières modalités de la représentation de l'identité des acteurs politiques prennent la forme d'une mise en relation de deux ensembles ethniques : les Kongo contre les Mbochi. Ces identités politiques émergèrent dans le cadre du multipartisme réglant les conflits pendant l'époque coloniale. Les Kongo occupèrent la position dominante. Cette représentation populaire des conflits politiques décline à partir de 1968 à la suite d'un coup d'État qui porta un non-Kongo au pouvoir. Le nouveau contexte politique, marqué principalement par la militarisation du champ politique, s'appuya sur l'installation d'un mode de domination articulé sur la transformation du monopartisme mis en place depuis 1963. Une nouvelle opposition dualiste prit place qui utilisa des références spatiales : les Nordistes contre les Sudistes. Il convient de souligner que le premier terme était équivalent à Mbochi et le second, à Kongo. Le Congo rejoignit, en 1991, la vague des démocratisations africaines. Le nouvel ordre politique consacra un pluralisme et réinstitutionnalisa les élections au suffrage universel favorisant la domination des civils. Du point de vue des assignations identitaires, la règle électorale, selon laquelle un homme égale une voix, subit une traduction démographique. Dans ce système de représentation, les acteurs — impliqués dans le conflit politique à venir — revendiquaient, conformément à l'ancien système politique, l'identité de Sudistes, ensemble majoritaire numériquement. Cet ensemble implosa, en fonction des régions administratives, en deux tendances qui se rassemblent en nouvelles configurations identitaires : les Nibolek et les Tchèque. Nibolek est un acronyme pour les trois régions : Niari, Bouenza et Lékoumou, par contre l'identité Tchèque correspond aux populations du Pool.

Durant les guérillas urbaines de 1993-1994, les violences se manifestèrent très localement en relation avec ces nouvelles identités ethno-régionales. Lorsque l'instabilité politique culmina, elle n'atteignit son intensité maximale que dans les arrondissements de Bacongo et Mfilou ; le premier dominé par la base électorale de Bernard Kolélas et le second, par celle de Pascal Lissouba. Ces arrondissements sinistrés étaient anciennement réputés comme homogènes d'un point de vue "ethnique" ou "régional" — peuplés de Kongo ou de Sudistes. Les jeunes, revendiquant désormais les identités Nibolek et Tchèque, étaient nés à Brazzaville et se faisaient la guerre.

Avec ce rappel, la question reste de savoir comment des populations où n'existait aucun des traits sur lesquels construire une séparation ethnique arrivèrent à se discriminer clairement, allant jusqu'à s'entre-tuer. Ces violences s'instituaient à partir de la réinterprétation ou de l'élargissement des effets d'un certain nombre de pratiques sociales qui expriment la perversion des relations entre des voisins qui ont toujours vécu en paix. Les accusations

de sorcellerie en furent un exemple. L'utilisation de ce schème a permis, par exemple, aux jeunes de construire, à la suite de leur exclusion et déclassement scolaires, la violence politique selon des formes plus sociales et non seulement individuelles, comme la délinquance. La multiplication de leurs échecs était perçue comme l'effet des actions de sorcellerie dont la responsabilité était attribuée à des "vieux du quartier". Ces accusations culminaient souvent dans la mise à mort des vieux incriminés. Or, certains indices montrent la relation entre ces guérillas et ces formes de violence. L'exemple le plus évident se rapporte au cas d'un vieux dont le corps brûlé à Mfilou fut emmené au domicile de Bernard Kolélas pour illustrer ce que les Tchèque subissaient dans cet arrondissement. D'après cette version, ce vieux était accusé de sorcellerie. Son immolation a été l'un des détonateurs des hostilités entre Nibolek et Tchèque à Brazzaville. L'accusation de sorcellerie rendit possible l'élimination physique de certains voisins par les jeunes et servit, dans une certaine mesure, de cadre d'interprétation aux violences politiques de 1993.

Les affrontements de juin-octobre 1997 impliquèrent aussi la reconstruction des identités ethno-régionales. Ces événements eurent tendance à recomposer l'opposition Nordistes/Sudistes mais avec le souvenir de l'implosion de cette dernière référence identitaire en Nibolek et Tchèque. Aussi les guérillas se manifestèrent-elles plus intensément dans certains arrondissements : d'un côté, ceux du nord de la ville (Poto-Poto, Ouenzé, Talangaï et Mougali) tenus par les Cobra de Sassou et, de l'autre, celui du sud-est (Mfilou), contrôlé par les miliciens soutenant Pascal Lissouba. Chaque milice pilonnait le territoire adverse. Cependant, les arrondissements sud-ouest — de la capitale — (Bacongo et Makélékélé) tenus par le MCDDI, ayant proclamé leur neutralité, restaient pacifiques. Etant donné que l'ennemi était attaqué de loin dans son fief, les manifestations de violence ne reposaient plus sur la perversion des relations entre voisins mais sur la transformation du rapport entre les originaires de Brazzaville et ceux des autres régions congolaises. Ces affrontements marquaient la montée en puissance des acteurs provenant de ces derniers territoires.

Brazzaville est la principale scène du champ politique congolais. Cette ville a été, jusque là, le cadre où émergeaient, véritablement, les acteurs politiques dans des situations sociales précises avec leurs cultures et sociabilités. De fait, Brazzaville n'exprimait pas seulement une réalité spatiale. D'une part, elle réalisait, au-delà de son aspect local, manifesté par les contacts concrets que peuvent avoir les acteurs, les relations que le Congo entretenait avec le système mondial¹⁰. D'autre part, elle se rapportait aussi à une réalité temporelle et illustrait comment les références du passé pré-colonial avaient été réinterprétées afin de constituer la nouvelle culture¹¹. Cependant, l'importance de cette

10. La fin des affrontements de 1997 illustre bien cet aspect avec l'intervention des troupes angolaises au Congo.

11. J'ai développé cet aspect plus largement dans mon livre : *Les voies du politique au Congo : essai de sociologie historique*, Karthala, 1997.

ville s'explique, plutôt, comme l'expression de l'état du champ politique. Or, avec le retour du multipartisme puis de la montée en puissance de la régionalisation, une recomposition des acteurs s'est opérée provoquant la remise en cause des relations entre Brazzaville et les autres régions. La capitale est toujours la scène ultime des conflits politiques mais les acteurs les plus virulents dans l'utilisation de la violence viennent d'autres lieux.

En effet, hormis les milices brazzavilloises qui existaient depuis 1993, d'autres sont intervenues pendant les derniers affrontements de 1997. Ces miliciens avaient soit été formés dans les villes secondaires (les Cocoye à Loudima et les Cobra à Oyo), soit recrutés à l'intérieur du pays pour venir combattre à Brazzaville (les Mamba). Issus des villes secondaires et des villages, ils venaient renforcer les fronts à Brazzaville. Les guérillas de 1997 exprimaient donc en partie, du point de vue des combattants, les frustrations, revendications et désirs de jeunes appartenant à des catégories sociales semi-urbaines ou rurales. Ce phénomène était associé aux dynamiques sociales spécifiques inscrites dans la recomposition du tissu social par les affrontements de 1993-1994. Le fait que la majorité des combattants n'étaient pas brazzavilloises, peut aider à expliquer certains aspects de la guerre. Premièrement, il leur était impossible de composer des unités ayant pour mission d'envahir les positions ennemies à cause de leur méconnaissance de la ville. Deuxièmement, ne vivant pas à Brazzaville, l'ennemi ne pouvait pas prendre la figure du voisin. Enfin, n'ayant aucun lien affectif avec cette ville, ces combattants participaient à sa destruction massive.

CONCLUSION

J'ai montré, dans ce texte, que la violence, au lieu d'être un dysfonctionnement du processus de transition démocratique au Congo, fait partie des épreuves de qualification, dans le cadre des nouvelles pratiques, des élites ayant déjà une expérience politique. Ce phénomène se déroule dans deux sens. En tant qu'elle produit des victimes, la violence a tendance à renforcer les atouts de ces derniers. En outre, sa maîtrise permet de sortir vainqueur des affrontements armés et de prendre le pouvoir. Cette approche de la violence fournit quelques indices sur la manière dont se renouvellent la classe et les pratiques politiques. Ce renouvellement est accompagné par des procédures de redéfinition partielle ou complète de l'expérience politique et sociale ordinaire et de la situation qui est l'enjeu du litige. Dans ces pratiques, discursives ou non, le passé est reconfiguré en fonction des contraintes du présent.